Syndicats CGT et FO hôpital de Dreux

**Après la délégation du 30 septembre : plus que jamais**

**Retrait du PRE et annulation de la pseudo-dette fabriquée par la T2A**

**Plan d’urgence pour notre hôpital (42 *millions d'Euros sur 5 ans sont immédiatement nécessaires, ce qui n'est rien par rapport au 40 milliards de crédits d’impôts au MEDEF !*)**

**Annulation des suppressions de postes déjà actées et recrutement immédiat des 35 personnels nécessaires médicaux et non-médicaux.**

Une délégation intersyndicale et interprofessionnelle  FO et CGT s'est rendue à la sous Préfecture le 30 septembre, porteuse de plus de 2000 signatures, appuyée par une soixantaine de militants et délégués FO et CGT de tous les secteurs professionnels exigeant le retrait du plan de l'ARS et l'annulation de la pseudo-dette de l'hôpital.

L’Intersyndicale CGT et FO du CH Dreux remercie tous les militants et secrétaires de syndicats qui ont tenu à être présents et à apporter des signatures pour appuyer cette démarche qui concerne en réalité toute la population.

Nous nous félicitons de l'appui et du soutien de nos Unions Locales et départementales, de nos fédérations santé 28.

Nous remercions les postiers, les communaux, les employés de la CPAM, SACRED, IPSEN-BEAUFOUR, OPH-HABITAT drouais, COMPASS, SOPHARTEX, DIRECCTE Chartres, RDSL, La Poste, nombreux retraités, Mairie de Dreux*, etc…*

**Une délégation a été reçue par le Sous Préfet durant 1h30.**

Il ne s'agissait donc pas d'une simple formalité.

Tout d’abord, un exposé précis et factuel de la situation inacceptable et dégradée des conditions de travail de TOUTES les catégories de personnel, du fait des économies successives et permanentes,  a été dressé.

Ensuite, d’après les chiffres officiels fournis la veille au conseil de surveillance, il est apparu que, pendant que l'ARS  consulte, discute, prépare son plan ... en réalité ce sont déjà 35 postes qui ont été supprimés au cours du premier semestre 2014, sans aucune annonce, sans aucune consultation ... en catimini ...

Fort logiquement, la délégation a donc demandé l'arrêt des suppressions de postes, le remplacement immédiat des postes supprimés, et le retrait du plan de 110 suppressions

de postes annoncé à grand renfort de bruit médiatique par le maire et président du conseil de surveillance dans la presse comme étant la condition du rétablissement de l'hôpital.

La délégation a aussi manifesté son inquiétude quant à un éventuel  calcul  cynique de l'ARS qui consisterait à dégrader la situation au maximum, remettant en cause les règles statutaires (ainsi *l'utilisation des fonds de la formation professionnelle à la réduction du pseudo déficit, etc..*) , les conditions de soins et d'accueil des malades , afin de pousser les médecins découragés à partir  et ensuite justifier de fermetures de services pour***"raison de sécurité***" .  Cette question se pose de manière immédiate pour la pneumologie et la diabétologie.

Enfin la délégation a demande l’annulation pure et simple du plan dit "retour à l'Equilibre"  qui n'a aucun sens car le pseudo-déficit n'est que le résultat mécanique de calcul (par la T2A) d'une enveloppe budgétaire totalement insuffisante qui conduit mécaniquement  à des plans de fermetures de services et de suppressions de postes.  Comme il est inacceptable que l'ARS paye des dizaines de milliers d'Euros un cabinet d'audit privé pour établir le plan de "coupes" , qu'on ose parler des malades comme ***"parts de marchés***" et des médecins comme des "***producteurs de soins"*** . Le simple "complément d’expertise" commandité par l'ARS représente 3 postes d'AS temps plein détournés au profit de ces parasites. L'hôpital a besoin de personnel au service des malades et pas des mêmes émissaires qui sévissent au compte des actionnaires et des rentiers dans le privé.

Dans la réalité, la délégation a rappelé que l'hôpital est financé par la Sécurité sociale basée sur des cotisations, donc un système ouvert où les cotisations doivent, en permanence et par principe, permettre  de financer les soins requis pour tous les malades dans les meilleurs conditions, garantie d'un "hôpital de qualité" assurant à tous l'égalité en droit d’accès aux soins et aux personnels et médecins des conditions correctes de travail et de soin.

La délégation a balayé les arguties sur le déficit en soulignant que les 11 milliards annoncés le jour même par tous les médias  du fameux "trou de la sécu" ne sont rien au regard des 54 milliards de dettes que l'Etat a accumulé auprès de notre Sécu en puisant dans NOS cotisations pour les donner au MEDEF au travers des exonérations jamais compensées totalement par l'Etat.  La balance réelle est donc un excédent de plus de 40 milliards si l'Etat rend l'argent volé depuis 20 ans. IL suffirait d'un petit milliard pour régler les problèmes de "déficit" de TOUS les hôpitaux. Ces chiffres sont très importants à connaître et à méditer contre ceux qui veulent nous culpabiliser et nous faire accepter l’inacceptable.

**Concernant les 110 suppressions de postes  annoncées par Maire**

Le Sous Préfet a annoncé découvrir la situation telle que la délégation lui a exposé en détail. Il s'est déclaré surpris de ce plan de 110 suppressions de postes dont il n'avait jamais entendu parler. La représentante de l'ARS présente, visiblement, mal à l’aise   a confirmé cela en disant que jamais l'ARS n'avait  acté un plan de 110 suppressions de postes.

La délégation a alors demandé, puisqu'on nous affirme que en sommes au stade des la consultation et de l'élaboration du PRE officiellement :

1/ que les 35 postes déjà supprimés, si les mots ont un sens, soient immédiatement rétablis et que l'ARS et le ministère prenne l'engagement de remplacer poste pour poste tout départ du CH de Dreux quel que soit le motif.

2/La délégation a émis des doute sur la sincérité de l'ARS et nous soupçonnons que ce chiffre de 110 suppressions de postes brandi par le maire dans la presse soit en fait un "objectif -cible" discret mais qui s’applique au jour le jour , en toute discrétion, poste par poste , ce qui expliquerait les 35 suppressions déjà constatées en 6 mois qui aggravent au delà du supportable la situation de tous . Elle a demandé que soit acté par écrit le fait qu'aucun plan de suppression de poste n'existe ou ne soit envisagé  et donc les postes maintenus ou rétablis, les embauches nécessaires réalisées.

**Concernant la "démographie médicale"  et les départs de médecins**

Le Sous préfet a donné des chiffres locaux qui font frémir et qui soulignent l'urgence à garder intact et sans aucune restructuration notre hôpital : » *je suis attaché à garder un hôpital de qualité, surtout vu la fragilité de la population drouaise  qui compte 12%de chômeurs, mais aussi 40% des titulaires du RSA du département, et  encaisse 50% des licenciements économiques du département."*

Bref : terrible accusation des politiques publiques menées depuis  30 ans, La misère  structurée par les fermetures d’entreprises et les délocalisations accompagnées par tous les gouvernements au bénéfice des actionnaires.

Il a ajouté que Dreux était donc peu *"attractif pour les médecins*" et que cela posait un problème pour les faire venir.

La délégation a contesté fermement cet argument qu'on nous ressort à chaque fois.

Qui organise le fait que des milliers d’étudiants qui travaillent 12h00 par jour, issus de filières S au BAC  souvent avec mention... soient jetés dehors au bout d'un an d'étude par un numerus clausus déterminé par le gouvernement pour organiser le désert médical  et limiter délibérément l’accès aux soins de la population pour répondre aux exigences de la "DETTE" et de la "REDUCTION DES DEFICITS" ?

Des milliers de jeunes qui ne demandent qu'à devenir médecins et à qui on interdit l’accès à la profession pour ensuite se plaindre de la "démographie médicale"  ? Quelle honte !

Un délégué  revenant de l'ARS le jour même a fait remarquer que dans les documents remis par l'ARS-CENTRE, sur aucun hôpital de la région il n'est question de fermer un seul service alors que des suppressions d'emplois tombent partout et que

la loi TOURAINE veut obliger à la mutualisation et au regroupement forcés des services dans des hôpitaux moins nombreux pour répondre aux exigences du pacte de responsabilité ?  Bizarre non ?

Il a cité la réponse, ce 30 septembre, de l'ARS qui, t dans le bureau du Sous Préfet,  dit tout ignorer du plan concernant l’avenir du CH de Dreux  :*" il n'y a pas de fermeture de service prévue pour le moment MAIS ....il est évident que s'il y a départ de médecins, nous serons probablement obligés de fermer les services .. Pour raisons de sécurité*". **Le comble du cynisme et du double langage.**

**Le Sous Préfet a déclaré ne être au courant de ce genre de menaces pour notre hôpital et semblait tomber des nues . Incroyable !**

**Nous prenons date et nous prenons acte**  : la représentante  de l'ARS déclare à Dreux ce 30 septembre devant le Sous Préfet et une large délégation des instances locales et départementales de FO et de la CGT : "*aucune fermeture de service n'est envisagée au CH de Dreux* ".La délégation a dit qu'elle jugerait sur les faits mais que nous saurions accepter un scénario " à la PHILIPS" , où le fameux PSE de 2006 préparait en fait la fermeture totale de 2008.

la délégation a souligné que si gouverner c'est prévoir, alors la responsabilité de l'Etat, donc de son représentant, était clairement engagée car les autorités sanitaires savent pertinemment quels sont les médecins qui vont partir à la retraite dans la prochaine période et que c’est donc maintenant qu'il faut agir  pour les remplacer.

la délégation a demande des mesures d'urgence pour le remplacement du médecin pneumologue et aussi du diabétologue. Nous porterons à la connaissance du Sous Préfet immédiatement tout départ de médecins non remplacés mettant en cause la survie d'un seul service. C’est un problème de santé publique majeur !

La délégation a manifesté son inquiétude et sa colère quand, d'un côté, on déplore les départs de médecins et de l'autre ... on les organise en leur garantissant, à Chartes par exemple, de meilleures conditions  de rémunération par l'ouverture au privé. Les travailleurs et nos anciens n'ont pas mis sur pied la sécurité sociale pour organiser la guéguerre entre les hôpitaux mais comme système nationale de solidarité basé sur les cotisations.

**Concernant les personnels :**

la délégation a souligné :

**Qu’il est incroyable** que les assistantes sociales soient privées de bureau aménagé alors que leur rôle est crucial dans un centre de plus de 2000 salariés sans compter les patients.

**Qu’il est inadmissible** que l’on précarise les infirmières, déjà en sous effectif et que les promotions professionnelles en interne, qui garantissent aussi la stabilité  du personnel, sont diminuées en 2014 .Seuls 2 agents ont pu en bénéficier. .ce qui est ridicule et provocateur.

**Qu'il est anormal** que le taux d’absentéisme passe à 12%, soit un record même par rapport au taux national, ceci étant lié à l'émergence de pathologies psycho-sociales (stress, dépression, etc..) illustrant de manière dramatique le niveau atteint de dégradation des conditions de travail. Ce seul indice d'alerte devrait justifier d'arrêter immédiatement les restructurations et organiser un plan d’urgence. La délégation a fait remarquer que l’Etat est garant de la santé physique et morale de ses salariés et qu’un acte désespéré que personne ne souhaite mettrait en cause toutes les autorités publiques (cela s'est déjà vu à Pole Emploi ou à la Poste, etc ...)

**Pour conclure , le Sous Préfet a déclaré agir et nous rendre compte de ses démarches sur 4 points :**

1/ **adresser un courrier d'alerte au ministère** directement afin de  voir si des mesures urgentes peuvent être prises pour le CH de Dreux compte tenu à la fois de la situation décrite et du contexte local dégradé.

2/  **regarder avec l'ARS la possibilité de rétablir les 35 postes supprimés cette année.** Nous informer sur les démarches pour remplacer le pneumologue et le diabétologue.

3/ **savoir et communiquer s'il existe ou non un plan ou un "objectif-cible"  de suppressions de postes et combien**.

4/ **Nous faire savoir,** après contact avec l'ARS, si le projet d'un hôpital dit " de qualité" qu'on nous présente  **garantit bien que tous les lits, tous les postes, tous les services, toutes les spécialités, tous les effectifs de toutes les catégories   seront maintenues.**

Nous ne mettons pas en cause sa bonne foi mais nous jugerons aux actes. Nous ferons connaitre immédiatement au personnel et à la population par conférence de presse et par nos instances, les réponses du Sous Préfet.

Il doit comprendre que la situation sociale est au point de rupture, que nos syndicats, à aucun niveau, ne sont engagés dans la cogestion du pacte de responsabilisé dégageant 50 milliards, en particulier au détriment de l’accès aux soins, pour les banquiers et les patrons, que le délai de réponse ne saurait être utilisé pour continuer à appliquer le plan de l'ARS visant à assassiner notre hôpital  " au fil de l'eau " .

**Plus que jamais**

* **Retrait du PRE et annulation de la pseudo-dette fabriquée par la T2A**
* **Plan d’urgence pour notre hôpital (42 *millions d'Euros sont immédiatement nécessaires, ce qui n'est rien par rapport au 40 milliards de crédits d’impôts au MEDEF !*)**
* **annulation des suppressions de postes déjà actées et recrutement immédiat des 35 personnels nécessaires médicaux et non-médicaux.**

***C’est la seule garantie que les médecins trouvent un milieu favorable à l’exercice de leur profession et donc ne quittent pas l'hôpital comme on les y pousse actuellement.***

***C'est la seule garantie que les drouais et au delà conservent un accès aux soins de qualité et capables de prendre en charge les soins 24H sur 24 et 7 jours sur 7.***